

Chambre des Représentants

SESSION 1985-1986

19 DÉCEMBRE 1985

PROPOSITION DE LOI

modifiant l'article 29 de la loi du 18 juin 1850
en vue de protéger le patrimoine
des patients décolloués

(Déposée par MM. Denys et Van de Velde)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La loi du 18 juin 1850 (modifiée par les lois du 28 décembre 1873, du 7 avril 1964 et du 7 mai 1973) prévoit deux statuts destinés à protéger les malades mentaux et les handicapés psychiques, à savoir la collocation et la séquestration à domicile.

Cependant, dans notre pays, les institutions psychiatriques mènent une politique de décollocation depuis les années 1960, partant du principe que la collocation implique, pour le malade mental, un dévouement social et un état de dépendance vis-à-vis de l'institution.

C'est pourquoi de nombreux médecins se prononcent en faveur d'une hospitalisation en milieu psychiatrique ouvert.

Cette politique de décollocation a eu pour effet de généraliser l'hospitalisation en milieu ouvert, tandis que la collocation en section fermée devenait l'exception. A titre d'exemple, le nombre de patients internés en service fermé est tombé de 19 000 à 4 000 en 25 ans. Ce ne sont pas seulement des considérations thérapeutiques qui plaident en faveur de l'hospitalisation en milieu ouvert, mais aussi et surtout, le statut de droit social qui s'y rattache, lequel est nettement plus favorable pour les aliénés mentaux.

Aux termes de la loi du 18 juin 1850, il ne peut être mis fin à l'internement, pour des motifs médicaux, que dans l'une des cinq hypothèses suivantes :

— toute personne retenue dans un établissement d'aliénés peut toujours en être retirée par ceux qui l'ont placée (sauf les mineurs, qui ne peuvent être retirés que par le tuteur ou le curateur, et les interdits, qui ne peuvent être retirés que par leur tuteur (art. 15);

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1985-1986

19 DECEMBER 1985

WETSVOORSTEL

tot wijziging van artikel 29 van de wet
van 18 juni 1850 tot bescherming
van het patrimonium van gedecollocerde patiënt

(Ingediend door de heren Denys en Van de Velde)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Voor de geesteszieken of psychisch gehandicapten zijn er door de wet van 18 juni 1850 (gewijzigd door de wet van 28 december 1873, 7 april 1964 en 7 mei 1973) twee beschermingsstatuten voorzien, met name de collocatie en de sekwestratie ten huize.

Sinds de jaren 1960 wordt er echter in ons land door de psychiatrische instellingen een decollocatiepolitiek gevoerd. Men gaat er vanuit dat de collocatie een sociale ontworteling van de geestesziekte veroorzaakt en hem aan het gesticht bindt.

Vandaar dat vele medici pleiten voor een hospitalisatie in een open psychiatrische instelling.

Deze decollocatiepolitiek heeft tot gevolg dat de opname in open dienst de regel geworden is en dat de collocatie in een gesloten afdeling de uitzondering vormt. Zo is bvb. in een periode van 25 jaar tijd, het aantal patiënten in gesloten dienst gedaald van 19 000 tot 4 000. De voorkeur voor een open afdeling wordt niet enkel ingegeven door therapeutische overwegingen, maar ook en voornamelijk, door een sociaal rechtelijk statuut dat heel wat gunstiger is voor deze geesteszieken.

Het ophouden van de vrijheidsberoving, om medische redenen, kan volgens de wet van 18 juni 1850 slechts in een van de vijf volgende hypothesen geschieden :

— elk in een krankzinnigengesticht gehouden persoon kan er altijd weggehaald worden door hen die er hem geplaatst hebben (behalve de minderjarige die er enkel kan weggehaald worden door de voogd of de curator en de geïnterdiceerde die er enkel kan weggehaald worden door zijn voogd) (art. 15);

— lorsque le médecin de l'établissement a déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale, le chef de l'établissement en donne immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui devraient être informées de son admission en vertu de la loi; cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée est mise en liberté, sauf s'il est fait opposition à la sortie dans les cinq jours; dans ce cas, il appartient à la députation permanente du conseil provincial de la province dans laquelle l'établissement est situé, de statuer sur le fondement de l'opposition (art. 7);

— toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant un tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate (art. 17);

— lorsqu'une personne colloquée s'échappe d'un établissement d'aliénés et n'y retourne pas dans les six mois, elle ne peut être colloquée de nouveau que moyennant le respect des formalités prévues par la loi de 1850;

— la sortie à l'essai des personnes colloquées peut être autorisée pour une période de trois mois, renouvelable. Les prolongements ne peuvent excéder une durée d'un an. Lorsque la sortie à l'essai n'est pas renouvelée, la collocation prend fin définitivement à l'expiration du délai de trois mois (circulaire ministérielle du 19 juin 1959).

Il apparaît donc clairement que la politique de décollocation massive menée actuellement ne répond à aucun des cinq critères énumérés ci-avant et qu'elle n'implique pas la sortie définitive du malade de l'établissement.

Dans la plupart des cas, les handicapés psychiques sont en effet traités et soignés de la même manière qu'en section privée.

Cette modification du statut des handicapés mentaux suscite toutefois une grande confusion parmi les administrateurs provisoires généraux ou spéciaux. Ceux-ci sont désignés par le juge de paix et exercent de plein droit leurs fonctions à l'égard de tous les aliénés colloqués ne bénéficiant pas d'un autre statut de protection.

Leur mission consiste essentiellement à protéger les biens de ces aliénés. Or, l'article 33 de la loi de 1850 prévoit que les pouvoirs de l'administration provisoire cessent de plein droit dès que la personne placée dans un établissement d'aliénés n'y est plus retenue.

La Cour de cassation estime que les termes « y être retenue » signifie que la personne est privée de sa liberté et que l'hospitalisation en section ouverte suppose que le patient a librement consenti à y être admis. La politique de décollocation et la contestation dont font l'objet les administrateurs provisoires ont eu pour effet, en matière de protection des biens du décolloqué, de rétablir la situation d'avant 1964.

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 7 avril 1964, la gestion des biens des malades mentaux admis dans un établissement privé pour aliénés incombait à cet établissement, qui désignait à cet effet un curateur.

Or, l'objectif de la loi de 1964 a précisément consisté à mettre fin à cette situation en désignant un administrateur provisoire.

Dans son commentaire relatif à l'arrêt de la Cour de cassation du 31 mai 1978, le professeur J. Pauwels a fait observer que « l'on s'en était tenu à la lettre de la loi. Quant à savoir si on en avait respecté l'esprit, c'est là une autre

— lorsque le médecin de l'établissement a déclaré, sur le registre, tenu en vertu de l'article 22 de la loi, que la guérison est opérée ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale, le chef de l'établissement en donne immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui devraient être informées de son admission en vertu de la loi; cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée est mise en liberté, sauf s'il est fait opposition à la sortie dans les cinq jours; dans ce cas, il appartient à la députation permanente du conseil provincial de la province dans laquelle l'établissement est situé, de statuer sur le fondement de l'opposition (art. 7);

— toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant un tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate (art. 17);

— lorsqu'une personne colloquée s'échappe d'un établissement d'aliénés et n'y retourne pas dans les six mois, elle ne peut être colloquée de nouveau que moyennant le respect des formalités prévues par la loi de 1850;

— la sortie à l'essai des personnes colloquées peut être autorisée pour une période de trois mois, renouvelable. Les prolongements ne peuvent excéder une durée d'un an. Lorsque la sortie à l'essai n'est pas renouvelée, la collocation prend fin définitivement à l'expiration du délai de trois mois (circulaire ministérielle du 19 juin 1959).

Welnu het is duidelijk dat de massale feitelijke decollocatie niet beantwoordt aan één van de vijf opgesomde gevallen en dat zij geen definitief ontslag uit de instelling betekenen.

De psychisch gehandicapte wordt in de meeste gevallen op dezelfde manier behandeld en verpleegd als in een gesloten afdeling.

Deze wijziging in het statuut van de psychisch gehandicapten schept echter een grote verwarring bij de algemene of de bijzondere voorlopige bewindvoerders. Deze laatsten worden door de vrederechter aangeduid en oefenen van rechtswege een ambt uit ten aanzien van alle gecollocerde geesteszieken, waarvoor geen ander beschermingsstatuut werd uitgelokt.

Hun taak ligt vooral in de bescherming van de goederen van de geesteszieken. Welnu, artikel 33 van de wet van 1850 voorziet in het van rechtswege openhouden van de bevoegdheid van de voorlopige bewindvoerder vanaf het ogenblik dat de in een krankzinnigengesticht geplaatste persoon er niet meer gehouden wordt.

Volgens het Hof van Cassatie betekenen de termen « er gehouden worden » dat de persoon van zijn vrijheid beroofd is, en dat de hospitalisatie in een open afdeling veronderstelt dat de patiënt er vrij opgenomen is. Door de decollocatiepolitiek en de betwisting van de voorlopige bewindvoerders, bevindt men zich qua bescherming van de goederen van de gedecollocerde geesteszieken terug in de toestand ante 1964.

Tot aan de wet van 7 april 1974 geschiedde het beheer van het vermogen van de geesteszieken opgenomen in de privé-krankzinnigeninrichtingen door deze inrichting, onder de vorm van de zaakwaarnemer.

Het doel van de wetgeving bestond er juist in hieraan een einde te stellen door aanstelling van een voorlopige bewindvoerder.

In zijn commentaar op het Cassatiearrest van 31 mei 1978 heeft Prof. J. Pauwels dan ook doen opmerken: « aan de letter van de wet werd de hand gehouden. Of de geest ervan gerespecteerd werd in een andere vraag, als men weet dat

question, étant donné que la décollocation dépend entièrement des médecins, qui peuvent en décider pour quelque raison que ce soit. Il résulte entre autres de ce système qu'il est possible aux médecins de soustraire arbitrairement des malades à la protection de l'administrateur provisoire. Je ne me prononcerai pas ici sur la question de savoir si ce système est conforme à la volonté du législateur qui, en 1973, a voulu mettre l'accent sur l'indépendance de l'administrateur provisoire vis-à-vis de l'établissement ». (Note sous l'arrêt du 31 mai 1978 de la Cour de cassation, R. W., 1978-1979, p. 845).

La présente proposition de loi vise dès lors à combler le vide juridique qui existe actuellement en matière de protection du patrimoine des aliénés.

Il suffirait à cet effet de modifier légèrement la loi sur le régime des aliénés, en précisant à l'article 29 de cette loi que les personnes placées dans un établissement d'aliénés, que ce soit en section ouverte ou fermée, peuvent être pourvues d'un administrateur provisoire spécial par le juge de paix du canton de leur domicile.

PROPOSITION DE LOI

Article unique

A l'article 29 de la loi sur le régime des aliénés, modifiée par la loi du 7 avril 1964, entre les mots « placées dans des établissements d'aliénés » et les mots « ou séquestrées à domicile », les mots « , en section ouverte ou non, » sont insérés.

17 décembre 1985.

de decollocatie volledig in handen is van de medici die om welke redenen ook de maatregel kunnen nemen. Eén van de gevolgen van dit systeem is dat ze willekeurig zieken aan de bescherming van de algemene bewindvoerder kunnen onttrekken. Of zulks verzoenbaar is met de wil van de wetgever, die in 1973 de onafhankelijkheid van de algemene bewindvoerder t.o.v. de inrichting heeft willen benadrukken, laat ik het midden ». (Nota onder Cassatie 31 mei 1978, R. W., 1978-1979, blz. 845).

Het wetsvoorstel heeft tot doel het juridisch vacuum dat momenteel ten aanzien van de patrimoniale bescherming van de geesteszieken bestaat op te vullen.

Dit zou kunnen geschieden door een kleine wetswijziging door te voeren, nl. in artikel 29 van de krankzinnigenwet te voorzien dat personen die in een krankzinnigengesticht geplaatst zijn, al dan niet in een openafdeling, door de vrederechter van hun woonplaats van een bijzondere voorlopige bewindvoerder kunnen voorzien worden.

A. DENYS
L. VAN DE VELDE

WETSVOORSTEL

Enig artikel

In artikel 29 van de wet van 18 juni 1850 op de regeling voor de krankzinnigen, gewijzigd door de wety van 7 april 1964, worden tussen de woorden « de personen die in krankzinnigengestichten » en « geplaatst of in hun woning afgezonderd zijn » de woorden « al dan niet in open afdeling » ingevoegd.

17 december 1985.

A. DENYS
L. VAN DE VELDE